

00000029

AVIS D'APPEL A MANIFESTATION D'INTERET
N°...../AMI/MPT/SG/DAG/SDBM/SMA/2020 DU ... 20 AOUT 2020

**LANCE EN PROCEDURE D'URGENCE POUR LA PRESELECTION DES
CABINETS D'ETUDES OU ENTREPRISES EN VUE DE LA REALISATION D'UN
ATELIER DE REFLEXION POUR LA MISE EN PLACE D'UN REFERENTIEL DE
LA FORMATION SUPERIEURE EN SECURITE ELECTRONIQUE AU
CAMEROUN.**

1. Contexte et justification

La sécurité électronique est un enjeu majeur pour toutes les strates de la société et toutes les catégories de la population tant au niveau national qu'international. En quelques décennies, l'espace numérique ou cyberspace est devenu un lieu de convoitise et d'affrontements pour des grandes puissances qui ont bien mesuré son caractère stratégique.

Le cyberspace se distingue donc des réalités traditionnelles par l'intangibilité des échanges qui s'y déroulent et l'interactivité entre les différents utilisateurs du réseau. Il a par ailleurs un caractère supranational qui, renforcé par l'autonomie du réseau Internet n'y facilite pas l'application des principes juridiques traditionnels.

Assurer la sécurité dans cet espace, passe nécessairement d'une part, par une organisation dynamique du domaine de la sécurité et de ses acteurs, et d'autre part, par la mobilisation des ressources nécessaires, pour le financement des projets prioritaires identifiés.

Dans cet environnement, les premiers enjeux sont l'intelligence et la compétence pour élever la barre de nos protections, dans un environnement où la morphologie des cyber-menaces évolue constamment et est de plus en plus complexe.

Conformément aux Très Hautes orientations du Chef de l'Etat dans ses différents discours en fin 2015 et début 2016, le développement de l'économie numérique doit occuper une place majeure au Cameroun, car elle constitue le socle de l'industrialisation de notre pays et devra permettre l'amélioration de la productivité de plusieurs secteurs d'activités, l'accélération de la croissance, la création d'emplois pour la jeunesse, etc. Compte tenu de ce contexte, il est apparu nécessaire et urgent, de sensibiliser les acteurs impliqués, directement ou non, dans la sécurité des réseaux et des systèmes d'information, en vue de relever les principaux défis qu'impose la sécurisation du cyberspace camerounais.

Conscient de ces enjeux, le MINPOSTEL, qui assure la tutelle du secteur des Télécommunications et des TIC au Cameroun, a organisé à Yaoundé et Douala au courant de l'année 2017, deux séminaires de sensibilisation des acteurs du domaine de la sécurité électronique, lesquels ont donné lieu à plusieurs recommandations. Un an après la tenue de ces séminaires, un temps d'arrêt a été marqué pour évaluer le chemin parcouru, notamment au cours du séminaire de sensibilisation qui s'est déroulé les 15 et 16 novembre 2018, dans la ville de Mbalmayo.

Toutes ces rencontres avaient principalement pour objectifs le regroupement des intelligences en vue entre autres, de discuter sur les questions liées aux métiers de la sécurité des SI et au développement des ressources humaines qualifiées au Cameroun.

A l'issue de ces assises, le MINPOSTEL, a continué les échanges avec les structures de formation supérieure en sécurité électronique, le présent projet, qui s'inscrit dans la continuité des actions précédentes, permettra in fine l'élaboration d'un référentiel sur la formation en sécurité électronique au Cameroun.

2. Consistance des prestations

Les prestations portent sur l'élaboration d'un Référentiel de la formation en sécurité électronique. Cette élaboration se fera au cours d'une rencontre de réflexion, regroupant toutes les parties prenantes intervenant dans le cadre de la sécurité électronique et de la formation supérieure en sécurité électronique, notamment les institutions universitaires, les acteurs agréés, les instances de décision, etc.

3. Participation

La participation au présent appel à manifestation d'intérêt est ouverte aux cabinets ou bureau d'études spécialisés ayant une compétence avérée dans l'élaboration de référentiel et plans de formation et l'animation des ateliers de formation.

4. Composition du dossier de candidature

Le dossier d'Avis à Manifestation d'Intérêt comprendra les sections suivantes :

- Section 1 : Pièces administratives ;
- Section 2 : Dossier technique.

4.1. Section 1 : pièces administratives (enveloppe A)

La section 1 comprend les pièces administratives (originales ou leurs copies certifiées conformes datant de moins de trois (03) mois et valables pour l'exercice en cours) suivantes :

- a) lettre de motivation dûment signée du soumissionnaire ;
- b) Une attestation de soumission signée des services de la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale certifiant que le soumissionnaire a satisfait à ses obligations vis-à-vis de ladite caisse datant de moins de trois mois
- c) copie du registre du commerce, certifiée au greffe du tribunal de 1^{ère} instance ;
- d) attestation de non redevance (copie certifiée, par le service des impôts) ;
- e) attestation de non exclusion des marchés publics délivrée par l'ARMP ;
- f) attestation de non faillite (original ou copie certifiée par le greffe du tribunal de 1^{ère} instance.

4.2. Section 2 : dossier technique (enveloppe B)

L'enveloppe B contiendra les informations suivantes :

- la présentation du cabinet ainsi que les domaines d'action et d'intervention ;
- la liste des formateurs avec les copies des diplômes et des CV datés et signés par chaque expert ;
- les références du Cabinet d'Etudes pour les prestations similaires réalisées au cours des cinq (05) (marchés et lettres commande...) ;
- la compréhension du mandat de mission (TDR) .

5. Critères d'évaluation et de sélection des cabinets

5.1. Critères éliminatoires :

- Dossier administratif ou technique incomplet ;
- Fausse déclaration, document falsifié ;
- Note technique inférieure à 75 points sur 100.

5.2. Critères de qualification

Les offres techniques seront présentées en fonction des principaux critères ci-après :

- a) Moyens techniques, matériels et logistiques du travail20 points ;
- ✓ Moyens logistiques et de transport05 point
 - ✓ Moyens techniques.....05 point
 - ✓ Matériel informatique et bureautique05 point
 - ✓ Rétro ou vidéo projecteur05 point

- b)Expérience du formateur clé.....50 points ;

Poste	Qualifications	Notation
Chef de mission	Ingénieur en télécommunications ou en informatique (BAC+5), ayant au moins 10 années d'expérience professionnelle. Etre enseignant et avoir élaboré de référentiels de formation et animé au moins deux (02) séminaires de formation, atelier dans le domaine de la sécurité électronique.	20 points
Formateur N°1	Un Ingénieur des télécommunications, (BAC+5), au moins cinq (05) ans d'expérience, ayant une expérience avérée dans les communications électroniques. Avoir participé à l'élaboration de référentiel et plans de formations et animé au moins deux (02) de formation, atelier dans le domaine de la sécurité électronique.	10 points
Formateur N°2	Un ingénieur en informatique (BAC+5) certifié en audit ou sécurité des systèmes d'information (CISA et/ou CISM de préférence) avec au moins cinq (05) ans d'expérience en sécurité des systèmes d'information. Avoir animé au moins deux (02) séminaires de formation, atelier dans le domaine de la sécurité électronique.	10 points
Formateur N°3	Un expert en planification BAC +4, avec au moins trois (03) ans d'expérience. Avoir animé au moins deux (02) séminaires de formation, atelier dans le domaine de la sécurité électronique.	10 points
TOTAL		50

- c) Références du candidat.....30 points.

Les références du Cabinet d'Etudes ou de l'institut dans le domaine de formations au cours des cinq (05) dernières années

- au moins deux formations similaires.....30 points ;
- une formation similaire.....10 points.

N.B : Justifier chaque formation réalisée par une copie de la première et dernière page et un Procès-verbal de réception ou une attestation de bonne fin d'exécution des travaux ; Ou tout autre document portant les signatures et cachets de l'entité bénéficiaire de la formation.

6. Dépôt des dossiers.

Les dossiers de candidature seront remis en cinq (05) exemplaires dont un (01) original et quatre (04) copies marquées comme tels, sous pli fermé scellé et comportant deux enveloppes distinctes à la Direction des Affaires Générales, Service des Marchés (porte 162), au Ministère des Postes et Télécommunications, au plus tard le 1^{er} SEPT 2020 à 14 heures 30 minutes, heure locale et devra porter la mention :

APPEL A MANIFESTATION D'INTERET
N°...../AMI/MPT/SG/DAG/SDBM/SMA/2020 DU
LANCE EN PROCÉDURE D'URGENCE POUR LA PRESELECTION DES CABINETS
D'ETUDES OU ENTREPRISES EN VUE DE LA REALISATION D'UN ATELIER DE
REFLEXION POUR LA MISE EN PLACE D'UN REFERENTIEL DE LA FORMATION
SUPERIEURE EN SECURITE ELECTRONIQUE AU CAMEROUN.

« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

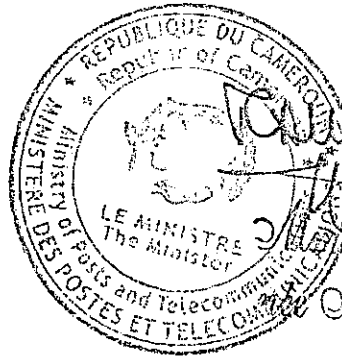
7. Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Ministère des Postes et Télécommunications, Directeur des Infrastructures et des Réseaux d'Accès aux TIC (DIR), porte 402, Ministère des Postes et Télécommunications, bâtiment annexe. Tél : 222 23 29 75 / 242 74 27 67.

8. Publication des résultats

L'Avis d'Appel d'Offres National Restreint (AONR) fera office de publication des résultats du présent avis d'Appel à Manifestation d'Intérêt./-

Le Ministre des Postes et Télécommunications



Mme Libom Li Likong
Mme Mendo Moinette



00000029 CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST No. 000029 /AMI/MPT/SG/DAG/SDBM/SMA/2020 OF 20 AOUT 2020

**LAUNCHED IN A PROCEDURE OF URGENCY FOR THE ESTABLISHMENT OF
A SHORT-LIST OF CONSULTING FIRMS OR COMPANIES IN VIEW OF
ORGANISING A BRAINSTORMING WORKSHOP TO DEVELOP A SYSTEM OF
REFERENCE FOR HIGHER EDUCATION TRAINING IN ELECTRONIC
SECURITY IN CAMEROON.**

1. Background and justification

Electronic security is a major issue at all levels of the society and all categories of the population, both nationally and internationally. In the space of a few decades, the digital space or cyberspace has become a place of covetousness and confrontation for major powers who have clearly understood its strategic nature.

Cyberspace thus differs from traditional realities by the intangibility of the exchanges that take place there and the interactivity between the various users of the network. It also has a supranational character, enhanced by the autonomy of the Internet network, which does not facilitate the implementation of traditional legal principles in the cyberspace.

Ensuring security in this area necessarily requires, on the one hand, a dynamic organisation of the security field and its actors and, on the other hand, the mobilisation of the necessary resources to finance the priority projects identified.

In this environment, the first issues at stake are intelligence and competence to raise the standard of our protection, in an environment where the morphology of cyber-threats is constantly evolving and becoming increasingly complex.

In accordance with the Very High Directives of the Head of State in his various speeches at the end of 2015 and beginning of 2016, the development of the digital economy must occupy a major place in Cameroon, as it constitutes the cornerstone of the industrialisation of our country and should enable the improvement of productivity of several sectors of activity, the speeding-up of growth, the creation of jobs for youth, etc.. Considering this background, it has become necessary and pressing to sensitise the actors involved, directly or not, in the security of networks and information systems, with a view to meeting the main challenges of securing Cameroonian cyberspace.

Aware of these challenges, MINPOSTEL, which oversees the Telecommunications and ICT sector in Cameroon, had organised in Yaounde and Douala during the year 2017, two awareness-raising seminars for stakeholders in the field of electronic security, which gave rise to several recommendations. One year after the holding of these seminars, a pause was made to assess the progress recorded, especially during the awareness-raising seminar held on 15 and 16 November 2018, in the city of Mbalmayo.

The main purpose of all these meetings was to bring together the intelligences with a view, among other things, to discuss issues related to IS security professions and the development of qualified human resources in Cameroon.

At the end of these meetings, MINPOSTEL, continued discussions with some structures providing higher education in electronic security. This project, which is in line with previous actions, will ultimately lead to the development of a system of reference for training in electronic security in Cameroon.

2. Description of services

The services focus on the development of a system of reference for Electronic Security Training. This development will be done during a brainstorming meeting, bringing together all stakeholders involved in the field of e-security and higher education in e-security, including academic institutions, approved actors, decision-making bodies, etc...

3. Participation

Participation in this call for expressions of interest is open to specialized firms or consulting firms with a proven competence in the development of training system of reference and training plans as well as facilitation of training workshops.

4. Application file

The application file of the Call for Expression of Interest shall include the following volumes:

- Volume 1 : Administrative documents;
- Volume 2 : Technical documents.

4.1. Volume 1: Administrative documents (envelop A)

Volume 1 shall include the following administrative documents (originals and their certified true copies of not more than three (03) months and valid for the current financial year):

- a) A cover letter duly signed by the applicant;
- b) A signed certificate of submission from the services of the National Social Security Fund certifying that the tenderer has fulfilled its obligations to the said fund, dated less than three months ago.
- c) a copy of the commercial register, certified by the Registry of the Court of First Instance;
- d) tax clearance certificate (certified copy, by the tax service);
- e) a certificate of non exclusion from public contracts issued by the ARMP;
- f) a certificate of non-bankruptcy (original or copy certified by the Registry of the Court of First Instance.

4.2. Volume 2: Technical file (envelop B)

Envelope B shall contain the following information:

- the presentation of the Firm or Consulting Firm as well as areas of action and intervention;
- the list of trainers with copies of certificates and CVs dated and signed by each expert;
- references of the consulting firm for similar services executed during the past five (05) years (contracts and order letters...);
- Understanding the mandate of the mission (TOR);

5. Evaluation and selection criteria of firms

5.1. Eliminary criteria:

- Incomplete administrative or technical file;
- False declaration, forged document;
- Technical score below 75 points out of 100.

5.2. Selection criteria:

The technical bids shall be presented according to the main criteria below:

- a) Technical, material and logistical resources for the work20 points ;
- ✓ Logistical and material resources 05 points
 - ✓ Technical resources.....05 points

- ✓ Computer and office material05 points
- ✓ Rear or video projector05 points

b) Experience of the key trainer50 points ;

Function	Qualifications	Rating
Mission Head	Telecommunications or IT Engineer with an educational level (GCE A/L + 5), with at least 10 years of professional experience. Be a teacher and have developed training reference systems and conducted at least two (02) training seminars, workshops in the field of electronic security.	20 points
Trainer No.1	A Telecommunications Engineer, (GCE A/L+5), with at least five (05) years of experience, with proven experience in electronic communications. Must have participated in the development of training reference systems and training plans and have led at least two (02) training workshops in the field of electronic security.	10 points
Trainer No.2	An IT engineer (GCE A/L+5) certified in auditing or information systems security (CISA and/or CISM preferably) with at least five (05) years of experience in information systems security. Must have conducted at least two (02) training seminars, workshops in the field of electronic security.	10 points
Trainer No.3	One expert in planning (GCE A/L + 4), with at least three (03) years of experience. Must have conducted at least two (02) training seminars, workshops in the field of electronic security.	10 points
TOTAL		50

c) References of the candidate.....30 points.

The references of the consulting firm or the institute in the field of training during the last five (05) years

- at least two similar trainings.....30 points ;
- one similar training.....10 points.


N.B : Justify each training course carried out with a copy of the first and last page and an Acceptance Report or a certificate of successful completion of the work; Or any other document bearing the signatures and stamps of the entity receiving the training.

6. Submission of files

Application files shall be submitted in five (05) copies including one (01) original and four (04) copies labelled as such, which shall be submitted in a sealed envelop containing two separate envelops to the Department of General Affairs, (room 162), at the Ministry of Posts and Telecommunications, not later than at 2:30 pm, local time and shall carry the following label:

11 SEPT 2020
CALL FOR EXPRESSION OF INTEREST

No...../AMI/MPT/SG/DAG/SDBM/SMA/2020 OF
LAUNCHED IN A PROCEDURE OF URGENCY FOR THE ESTABLISHMENT OF A SHORT-LIST OF CONSULTING FIRMS OR COMPANIES IN VIEW OF ORGANISING A BRAINSTORMING WORKSHOP TO DEVELOP A SYSTEM OF REFERENCE FOR HIGHER EDUCATION TRAINING IN ELECTRONIC SECURITY IN CAMEROON.

"To be opened only during the bid-opening session"


7. Additional information

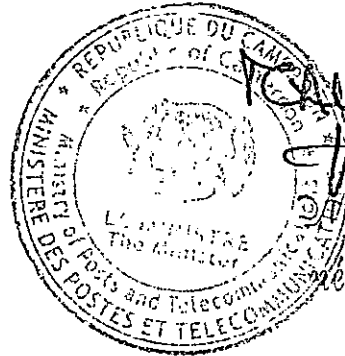
The additional information can be obtained during opening hours from the Ministry of Posts and Telecommunications, Director of Information and Communication Technologies Access Networks and Infrastructures (DIR), Room 402, Ministry of Posts and Telecommunications, Ancillary Building. Tel.: 222 23 29 75 / 242 74 27 67.

8. Publication of results

The Restricted National Invitation to Tender shall be published as the result of this Call for Expression of Interest./-



The Minister of Posts and Telecommunications



*Handwritten signature: Libom Li Likong
Mendama Minette*